

Convention CAD / CRPF – 2016 / 2018



Convention pour la mise en place d'une gestion des espaces forestiers privés en lien avec la défense des Forêts Contre les Incendies

Article 18 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015

Entre :

La Communauté d'Agglomération Dracénoise (ci-après dénommée CAD), square Mozart, CS 90129, 83004 Draguignan Cedex, représentée par son Président, Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN.

Et :

Le Centre Régional de la Propriété Forestière (ci-après dénommé CRPF), 7 impasse Ricard-Digne, 13004 Marseille, représenté par son Directeur régional, Monsieur Philippe THEVENET;

Il est convenu ce qui suit :

Convention CAD / CRPF – 2016 / 2018

Préambule

La présente convention est passée conformément à l'Article 18 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015. Elle a pour objet de définir, pour deux ans à compter de sa notification, les missions confiées au CRPF, les modalités financières et le temps consacré à ces missions.

Un diagnostic de la forêt privée sur le territoire de la communauté d'Agglomération Dracénoise (CAD) a été réalisé par le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) avec l'aide du Conseil Régional en 2012. La CAD comptait alors 16 communes. C'est un territoire très forestier, où 60% de la surface forestière, soit 28 000 ha, est privée. Lors de l'élaboration du diagnostic, une analyse fine des peuplements forestiers a été réalisée. Trois années d'animation auprès des propriétaires forestiers privés ont suivi l'élaboration de ce diagnostic. Une première année financée par le Conseil Régional et les deux suivantes (2014 et 2015) financées par la Communauté d'Agglomération Dracénoise et le Conseil Départemental du Var.

Cette phase d'animation a débouché sur des actions concrètes de mobilisation de bois en forêt morcelée ainsi que sur la mise en place de documents de gestion durable. Un accent particulier a été mis sur les actions en lien avec la DFCI.

Ces dossiers sont encourageants et le CRPF propose de prolonger cette phase d'animation pour démultiplier ces actions. En effet, malgré une animation active sur ce territoire, certains secteurs d'interventions identifiés n'ont pas encore été prospectés. De plus, trois communes supplémentaires ont intégré le périmètre de la Communauté d'Agglomération Dracénoise depuis la réalisation du diagnostic, à savoir Saint Antonin-du-Var, Sillans-la-Cascade et Salernes. Le territoire gagne ainsi une superficie de 7700 ha. Enfin, la CAD est actuellement en train d'actualiser son Plan intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF), et de nouveaux secteurs à enjeux forestiers importants ressortent.

Article 1 –Objet

Afin de poursuivre les opérations d'animation du plan de développement de Massif actuellement en cours, le partenariat existant actuellement entre le CRPF et la CAD sera renouvelé pour deux années à compter de la notification de cette convention.

La présente convention a pour objet de définir les missions confiées au CRPF, les modalités financières et le temps consacré à ces missions.

Les actions proposées sont détaillées dans l'article 2.

Article 2 – Contenu et phasage de la mission

Des actions conjointes entre les animateurs du PIDAF de la CAD et le CRPF ont permis de mobiliser les propriétaires privés à proximité immédiate des ouvrages DFCI. L'intérêt de ce

Convention CAD / CRPF – 2016 / 2018

type d'actions est d'améliorer l'efficacité des ouvrages et d'évacuer le bois dans les bandes débroussaillées en rémunérant le propriétaire.

Ce type d'action peut être maintenu puisque tous les ans, de nouvelles interventions ont lieu sur différents ouvrages. D'autant plus que le PIDAF de la Dracénie est en cours d'actualisation et de nouvelles zones de travaux vont être définies, à la faveur desquelles nous pourrions décider des secteurs de coupes en forêt privée.

Le choix des zones à travailler se fera en partenariat avec les Animateurs du PIDAF de la CAD. L'objectif de cette convention est de réaliser 5 regroupements en forêt privée dans des zones stratégiques pour la DFCI.

A raison de 6 à 7 jours de travail par regroupements envisagés, soit 33 jours au total.

Article 3 – Durée de la présente convention

La présente convention est engagée pour une durée de 2 ans à compter de sa notification.

Article 4 - Organisation et moyens de la mission

Les missions décrites à l'article 2 de la présente convention seront confiées à un chargé de mission du CRPF qui consacrera 33 jours effectifs de travail à l'opération sur les années 2016, 2017 et 2018.

A la fin de la première année d'animation, 2 regroupements en zone DFCI devront être finalisés.

Il est rappelé que cet agent est placé sous l'autorité administrative du directeur du C.R.P.F. L'ingénieur du C.R.P.F. en charge des départements Var et Alpes-Maritimes assurera l'encadrement technique du chargé de mission qui travaillera en étroite liaison avec le technicien territorial.

Le CRPF s'engage à mettre à disposition du chargé de mission le matériel indispensable à la bonne réalisation de la mission

Article 5 - Modalités financières

Pour la réalisation des missions décrites à l'article 2, La CAD s'engage à financer en partie la mission décrite précédemment à hauteur de 6 700€ par an, soit 13 400€. Le reste du montant, soit 4 486 €, sera la part d'autofinancement du CRPF (soit environ 25% du montant de la convention).

Le versement de la somme sera possible après fourniture par le CRPF d'un bilan d'activité relatant les actions entreprises ainsi que les résultats obtenus. (Le comptable assignataire est désigné en la personne de Monsieur le Trésorier, 37 Bd de la liberté, 83300 Draguignan).

Un premier versement de 6700€ sera réalisé après la première année d'animation suite à la fourniture d'un compte rendu de l'animation par le CRPF.

Convention CAD / CRPF – 2016 / 2018

Article 6 - Communication

La CAD et le C.R.P.F. s'attacheront à mettre en avant la collaboration établie et les résultats de la mission, chaque structure s'appuyant sur ses propres outils et moyens de communication, notamment dans les contacts avec les propriétaires et le public.

Article 7 - Conditions de résiliation

La CAD peut mettre fin à la commande si le CRPF n'utilise pas le financement pour répondre aux objectifs précédemment définis.

Cette résiliation entraînera éventuellement remboursement, en tout ou partie, des sommes investies par la CAD qui n'auraient pas été utilisées pour répondre aux objectifs définis dans la présente convention.

Cette éventuelle résiliation ne donnera pas lieu au versement d'une indemnité au profit de l'une ou l'autre des parties. Toutefois, les différentes parties chercheront avant tout à résoudre les problèmes rencontrés et à redéfinir le contenu de la présente convention le cas échéant, avant d'envisager sa résiliation.

Fait à..... le

Le Président de la Communauté
d'Agglomération dracénoise

Le Directeur
du Centre Régional
de la Propriété Forestière PACA

Olivier AUDIBERT-TROIN

Philippe THEVENET